

Naviguer en 2026 : perspectives multi-actifs de Natixis Investment Managers et de ses affiliés

- Des gérants de portefeuille, stratégestes et dirigeants de Natixis Investment Managers, AEW Europe, DNCA, Flexstone Partners, Harris | Oakmark, Loomis Sayles, Mirova, Ossiam et Ostrum AM livrent leurs perspectives de marché pour 2026.
- Les gérants anticipent un environnement en voie de normalisation, riche en opportunités en 2026.

7 janvier 2026, À l'aube de 2026, les gérants de portefeuille et stratégestes de l'écosystème Natixis Investment Managers décrivent un paysage d'investissement marqué par la normalisation, la résilience et des opportunités ciblées. Les perspectives sont tout sauf monotones. Des tendances favorables aux actions internationales à des rendements plus élevés pour les obligations, en passant par des schémas d'allocation du capital de plus en plus divergents, le constat est clair. Les investisseurs évoluent dans un monde où discipline, diversification et sélectivité sont essentielles. Le message clé pour 2026 est le suivant: la volatilité pourrait s'atténuer, mais les opportunités souriront à ceux qui sauront regarder au-delà de l'évidence et s'adapter avec prudence à un marché en transition.

Nous avons demandé à des professionnels de l'investissement de Natixis Investment Managers et de ses sociétés de gestion affiliées d'anticiper les grandes orientations des marchés cette année. Ils ont livré leurs analyses sur l'ensemble des classes d'actifs, notamment l'immobilier privé, les actions sous-valorisées, les obligations et les stratégies de vente d'options, ainsi que des éclairages sur le capital-investissement, les ETF et les tendances en matière d'épargne retraite. Voici ce qu'ils anticipent pour 2026:

Projections 2026 : un avenir prometteur pour les rendements «prime» de l'immobilier européen

Par Hans Vrensen, Head of Research & Strategy Europe, AEW Europe

Les taux de vacance dans la plupart des segments immobiliers «core» en Europe ont poursuivi leur baisse après la pandémie en 2025, entraînant des perspectives positives de croissance des loyers «prime». Les taux de vacance des bureaux devraient culminer à 8% fin 2025 avant de reculer à 6% d'ici 2030. Dans la logistique, les taux de vacance ont augmenté pour atteindre près de 6%, après des plus bas historiques observés il y a trois ans. À mesure que l'offre se réduit et se rééquilibre en fonction de la demande, la vacance logistique devrait diminuer pour atteindre 4% d'ici 2030. Nos prévisions indiquent une croissance moyenne annuelle des loyers «prime» tous secteurs confondus de 2% entre 2026 et 2030, les marchés résidentiels «prime» en tête avec 3%, suivis par les bureaux et la logistique. À l'inverse, les commerces de centre-

ville et les centres commerciaux devraient afficher une croissance des loyers inférieure à la moyenne, soulignant des disparités importantes entre les secteurs.

Le financement de l'immobilier commercial est devenu de plus en plus favorable, offrant des coûts compétitifs aux investisseurs dans la zone euro, où les taux d'emprunt s'établissent autour de 4%, contre des rendements «prime» supérieurs à 5% tous secteurs confondus. Les efforts des banques et des fonds de dette pour améliorer l'accès au financement ont renforcé la concurrence et amélioré les conditions de refinancement. Si la France enregistre une augmentation de son déficit de financement de la dette, la plupart des autres pays, tels que le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie, affichent des écarts bien inférieurs à la moyenne européenne, traduisant une situation contrastée concernant le refinancement de la dette héritée.

Le sentiment d'investissement demeure le plus favorable pour les secteurs résidentiel et logistique, mais les bureaux et le commerce de détail rattrapent progressivement leur retard. Combinée à une hausse des levées de capitaux, cette dynamique devrait, selon AEW, entraîner une augmentation des volumes de transactions à 200 milliards d'euros en 2025 et 220 milliards d'euros en 2026. Le resserrement des écarts acheteur-vendeur et la compression des rendements «prime» témoignent d'un élan positif. Dans le scénario central d'AEW, le rendement total moyen «prime» tous secteurs confondus est projeté à 8,4% par an sur la période 2026-2030, couvrant 196 segments de marché européens. Les bureaux « prime » devraient afficher les rendements totaux les plus élevés, à 9,3% par an, suivis par les centres commerciaux à 8,6%. Le marché britannique devrait offrir le rendement total moyen le plus élevé, à 10,3%, porté par des rendements courants élevés, tandis que les marchés d'Europe centrale et orientale ainsi que l'Espagne devraient également enregistrer de solides performances.

Espoir pour 2026

Par Pascal Gilbert, gérant de portefeuille, DNCA

Après une année 2025 marquée par de fortes turbulences géopolitiques mais une grande résilience économique, 2026 s'ouvre sous le signe de l'espoir d'un regain de croissance. Cela vaut tout particulièrement pour la zone euro, avec la mise en œuvre du plan de relance, mais aussi pour les États-Unis, où le déploiement rapide et continu des infrastructures énergétiques et des centres de données, en lien avec l'intelligence artificielle, devrait entraîner une nouvelle hausse spectaculaire de l'investissement. La persistance de déficits budgétaires élevés devrait également soutenir une consommation affaiblie par un marché du travail contraint par une demande de main-d'œuvre plus faible et une offre de travail réduite (vieillissement de la population et moindre immigration).

L'inflation ne semble pas constituer un risque majeur en 2026, mais il est possible d'anticiper une plus grande dispersion au sein des indices en raison des tensions politiques et des barrières commerciales, des besoins importants en matières premières liés à la transition énergétique et à l'IA, ainsi que de la rareté des travailleurs spécialisés. Si le risque à court terme d'une forte remontée de l'inflation peut être écarté, l'environnement géopolitique demeure propice à des flambées de prix violentes et imprévisibles.

Enfin, les banques centrales ne devraient plus contribuer de manière significative à la dynamique économique à l'avenir, dans la mesure où l'essentiel des ajustements monétaires a déjà été réalisé. Elles se contenteront, dans la plupart des cas, de maintenir leurs taux directeurs à court terme à leur niveau actuel ou de poursuivre leur convergence vers un taux d'équilibre désormais proche des niveaux anticipés.

Des tensions pourraient apparaître sur les marchés obligataires, en raison d'une demande de capitaux toujours très élevée de la part des États et des besoins d'investissement importants liés aux nouvelles technologies. Si ces tensions devenaient excessives, elles ne seraient pas sans conséquences sur les marchés actions, via la rentabilité et les valorisations, et pourraient également raviver les inquiétudes des investisseurs quant à l'endettement des États les plus fragiles.

2026 : le Private Equity à la croisée des chemins entre liquidité, consolidation et IA

Par Eric Deram, Managing Partner, Flexstone Partners

En 2025, le marché du private equity small et mid-cap a montré des signes de reprise, avec une accélération des activités d'investissement et de cession, et des valorisations restées stables. Le marché secondaire est en passe de dépasser les 200 milliards de dollars de transactions, un niveau record. À l'horizon 2026, la question demeure: sortons-nous enfin de la pénurie de liquidité qui a marqué ces dernières années?

Nous pensons que 2026 marquera à la fois une reprise et une transformation du capital-investissement. Les volumes de sorties devraient dépasser le pic de 2021, soutenus par la baisse des taux d'intérêt et l'atténuation des risques géopolitiques. La réouverture du marché des introductions en Bourse apportera un élan supplémentaire. Toutefois, malgré cette hausse de l'activité, les valorisations devraient peu progresser. Les «General Partners» (GPs), sous pression pour restituer des liquidités, seront contraintes de céder des actifs à des prix inférieurs à l'optimum, d'autant plus que le recours aux véhicules de continuation pilotés par les GPs devrait se modérer.

Parallèlement, le secteur est confronté à des mutations structurelles. La collecte de capitaux devrait devenir de plus en plus polarisée, avec 40% des capitaux attendus pour les dix plus grandes sociétés. Pour les gérants de petite et moyenne taille, la survie s'annonce difficile, et certaines conférences pourraient davantage ressembler à une scène du clip *Thriller* qu'à une célébration de la croissance. Les fonds «zombies» devraient se multiplier, tandis que les opérations menées par des «fundless sponsors» gagneront en importance. Une consolidation entre les plus grands acteurs est également probable, les enjeux de succession et la nécessité d'atteindre une taille critique sur les marchés de détail favorisant des fusions entre deux des dix plus grandes sociétés mondiales.

La technologie jouera un rôle déterminant. Plus de la moitié des sociétés de capital-investissement devraient nommer un Chief AI Officer, signe de l'intégration de l'intelligence artificielle tant dans les opérations que dans les processus d'investissement. Qu'il existe ou non une bulle de l'IA, les gains d'efficacité et les améliorations dans la prise de décision sont trop importants pour être ignorés.

Enfin, les investisseurs particuliers continueront de remodeler le marché. Les produits evergreen semi-liquides gagnent en popularité, séduisant investisseurs institutionnels et particuliers par leur simplicité et leur profil de liquidité. Ces véhicules capteront une part croissante des allocations aux actifs privés, renforçant la dynamique de démocratisation déjà à l'œuvre.

N'oubliez pas les actions internationales en 2026 !

Par Tony Coniaris, CFA, Partner et co-CIO, Harris | Oakmark International Equities

L'année dernière a mis en lumière le rôle essentiel de la diversification, les actions internationales ayant surperformé les actions américaines avec l'écart le plus important depuis plus de dix ans. Cette évolution amène les investisseurs à s'interroger sur la pérennité de cette tendance et nous estimons que les fondamentaux plaident en sa faveur.

Malgré de solides performances en 2025, les actions internationales se négocient toujours avec une décote significative par rapport aux actions américaines, environ deux fois supérieure à la décote historique moyenne de 14%. Mais l'argumentaire en faveur des actions internationales va bien au-delà de valorisations attractives:

- Les perspectives de croissance des bénéfices s'améliorent hors des États-Unis, tandis qu'elles se contractent légèrement aux États-Unis ;
- Les vents favorables liés aux devises, dans un contexte d'affaiblissement du dollar américain, apportent un soutien supplémentaire ;
- Des évolutions de politiques publiques, telles que la déréglementation et l'augmentation des dépenses budgétaires en Europe, ainsi qu'une amélioration des standards de gouvernance dans certaines régions d'Asie, sont positives pour les investisseurs en actions.

Nous restons optimistes quant aux rendements des actions internationales à l'approche de 2026. Alors que la plupart des investisseurs demeurent sous-exposés à cette classe d'actifs, nous estimons que le moment est opportun pour accroître l'exposition et bénéficier des avantages de la diversification mondiale.

Croissance résiliente et inflation persistante : naviguer parmi les opportunités obligataires en 2026

Par Matt Eagan, CFA, EVP, gérant de portefeuille et responsable de l'équipe Full Discretion, Loomis, Sayles & Company

À l'horizon 2026, l'inflation demeure une caractéristique structurante du contexte macroéconomique mondial. Si une inflation proche de 3% à court terme est largement intégrée dans la partie courte des courbes de taux, les marchés obligataires semblent plus confiants quant à un retour vers un équilibre de long terme à 2%. Nous considérons cette confiance comme mal placée. L'inflation est de plus en plus ancrée dans les comportements économiques, soutenue par des facteurs structurels tels que des déficits budgétaires persistants, la fragmentation géopolitique, l'augmentation des dépenses de défense et la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, la Réserve fédérale

devrait tolérer une inflation plus proche de 3%, alors que l'économie continue de fonctionner «en surchauffe».

La croissance économique devrait rester résiliente en 2026, l'impulsion budgétaire et l'assouplissement des conditions monétaires mondiales se révélant plus favorables qu'anticipé par le consensus. Les évolutions récentes des politiques publiques, notamment en matière d'immigration, de droits de douane et de réduction des coûts, modifient la dynamique du marché du travail et compliquent l'interprétation des données mensuelles sur l'emploi. Par ailleurs, des dysfonctionnements des infrastructures de marché, notamment des épisodes de tension sur les marchés repo, ont provoqué des phases ponctuelles d'aversion au risque, soulignant l'importance de la gestion de la liquidité.

Du point de vue obligataire, des rendements plus élevés offrent un point de départ nettement plus favorable pour la construction de portefeuilles résilients. Nous ne voyons pas de problèmes structurels sur les marchés du crédit cotés et n'anticipons pas de hausse significative des pertes ou des défauts. Les spreads de crédit intègrent une prime de risque modérée, et la captation de ce portage dans le temps devrait générer des rendements attractifs ajustés du risque. Nous anticipons une évolution des marchés du crédit dans une fourchette relativement étroite, avec des pertes et une volatilité contenues, créant des opportunités pour les gérants actifs.

Nous privilégions les obligations d'entreprises investment grade, en particulier lorsque les investisseurs peuvent accéder à des segments investment grade privés offrant un spread supplémentaire et des protections structurelles renforcées. Si le crédit privé demeure plus opaque et susceptible d'enregistrer des pertes idiosyncratiques plus élevées, nous ne le considérons pas comme un risque systémique. La convergence entre les marchés du crédit public et privé s'accélère, créant des opportunités pour les investisseurs multi-secteurs.

La duration reste une décision clé en matière d'allocation. Nous sommes sous-pondérés sur la partie longue de la courbe, compte tenu de la persistance de l'inflation, des préoccupations budgétaires et de la probabilité que l'émission de dette publique s'allonge davantage dans le temps. Nous privilégions des stratégies à duration courte et orientées vers le spread, en mettant l'accent sur la sélection idiosyncratique des titres.

Les marchés émergents, tant en dette libellée en dollars qu'en devises locales, apparaissent attractifs dans un contexte de liquidité mondiale abondante et de cycles d'assouplissement, même si le risque géopolitique impose une grande sélectivité. Plus largement, l'érosion des monnaies fiduciaires demeure un risque mondial majeur, alors que les États font face à des charges budgétaires croissantes et à des niveaux d'endettement élevés. Dans l'ensemble, les valorisations restent déterminantes, mais dans un monde de rendements plus élevés, les investisseurs obligataires sont mieux positionnés qu'ils ne l'ont été depuis des années.

Se positionner pour la croissance: de la solidité du crédit à la sélectivité actions

Par Hervé Guez, responsable mondial des actifs cotés, Mirova

La croissance mondiale devrait se maintenir autour de 3% en 2026. Les États-Unis restent résilients (environ 2%), portés par un super-cycle d'investissement au-delà de la seule technologie, tandis que l'inflation se stabilise autour de 2,8% et que les taux directeurs

gravitent autour de 3,25%. L'Europe reste en retrait mais s'améliore grâce à l'assouplissement de la politique de la BCE et au plan d'infrastructures allemand (zone euro : ~1,2%). Les marchés émergents surperforment (environ 4%), soutenus par un couple croissance/inflation favorable et un dollar plus faible ; la Chine vise une croissance de 4,5%, avec des mesures de relance ciblées malgré des vents contraires structurels.

Du côté des actions, nous demeurons prudemment optimistes. La croissance des bénéfiques (10 à 15%) et les rachats d'actions soutiennent les marchés américains, mais la forte concentration autour de l'IA impose une grande sélectivité. Nous privilégions une exposition de qualité aux mégatendances de long terme : infrastructures de l'eau et de l'énergie, santé (valorisations attractives, apaisement des risques réglementaires) et chaîne de valeur de l'IA, des infrastructures aux logiciels. Les petites et moyennes capitalisations, ainsi que certaines valeurs de la santé, pourraient rebondir à mesure que la performance s'élargit au-delà des grandes valeurs technologiques.

Selon nous, le crédit demeure attractif, même si le leadership évolue. Nous privilégions le high yield senior (avec une exposition sélective aux notations CCC), les financières et les hybrides télécoms, tout en restant attentifs aux volumes d'émissions élevés des «reverse Yankees». Les dettes souveraines font face à une offre croissante ; les spreads devraient continuer de se resserrer, renforçant notre conviction que le crédit surperformera à nouveau en 2026.

Le retour d'un scénario de marché «Goldilocks» en 2026

Par Jack Janasiewicz, stratégyte en chef et gérant de portefeuille, Natixis Investment Managers

L'année 2026 s'annonce favorable tant pour les actions que pour les obligations. Après plusieurs années d'incertitudes macroéconomiques et de politiques publiques, la volatilité devrait continuer de se comprimer dans un contexte de croissance «sans éclat». Un environnement idéal: une croissance suffisamment robuste pour soutenir la progression des bénéfiques, tout en permettant à la Réserve fédérale américaine (Fed) de répondre aux risques baissiers sur l'emploi, alors que les risques inflationnistes s'estompent. Le retour de Goldilocks – ni trop chaud, ni trop froid.

La Fed devrait poursuivre la baisse de ses taux, tandis que les risques de récession restent faibles, créant des conditions financières favorables. L'inflation, bien que persistante dans certains segments, montre des signes d'atténuation avec le recul des coûts du logement et le ralentissement du marché du travail. Les rendements des bons du Trésor américain devraient évoluer dans une fourchette relativement étroite, tandis que les marchés du crédit offrent des rendements attractifs grâce à des bilans d'entreprises solides. En résumé, 2026 devrait être une nouvelle année favorable au portage, avec des spreads proches de leurs plus bas historiques mais probablement contenus à mesure que l'augmentation de l'offre limite toute nouvelle compression.

Sur le plan économique, la croissance devrait se situer autour de 2%, avec des signaux contrastés issus des moteurs traditionnels. Nous anticipons la poursuite du phénomène de consommation en « K » en 2026. Avec une croissance salariale modérée, un marché du travail qui se détend lentement mais régulièrement et un effet richesse soutenant le moral des ménages, la consommation globale devrait rester solide, la tranche de revenus la plus élevée

continuant de dépenser. Si la loi « One Big Beautiful Bill » (OBBBA) pourrait stimuler l'investissement, le sentiment des dirigeants reste prudent, suggérant que l'effet positif demeurera modéré.

Cet environnement est favorable à des performances actions comprises entre le haut de la fourchette des chiffres à un chiffre et le bas de la fourchette à deux chiffres, avec une préférence pour les grandes capitalisations. Se contenter d'acheter les «Magnificent 7» pourrait s'avérer plus complexe en 2026, alors qu'un bras de fer s'installe entre gagnants et perdants perçus. À l'inverse, une surprise positive pourrait survenir à l'approche des élections de mi-mandat américaines, un affaiblissement du soutien aux Républicains pouvant conduire à des initiatives budgétaires de court terme visant à soutenir les cotes de popularité et le sentiment.

Si aucune année ne se déroule jamais exactement comme prévu, 2026 semble néanmoins bien partie pour offrir une nouvelle année correcte pour les actifs risqués. La croissance est suffisamment solide pour soutenir les bénéfices, tout en restant assez modérée pour permettre à la Fed de demeurer accommodante et de réagir à tout ralentissement supplémentaire du marché du travail, le cas échéant. En d'autres termes : le retour de Goldilocks.

2026, l'année de la divergence : l'investissement dans l'IA propulse les États-Unis, tandis que l'Europe reste en difficulté

Par Patrick Artus, conseiller économique senior, Ossiam

En 2026, une divergence marquée de la croissance économique devrait persister entre les États-Unis et les autres économies avancées (zone euro, Royaume-Uni, Japon). La croissance américaine devrait rester relativement solide, principalement portée par un investissement des entreprises robuste. Cela reflète l'ampleur des dépenses d'investissement nécessaires au déploiement de l'intelligence artificielle, notamment dans les centres de données, les infrastructures de calcul avancées et les réseaux électriques. Ces investissements, très intensifs en capital, soutiennent l'activité économique mais génèrent relativement peu de créations d'emplois.

À l'inverse, la croissance en Europe devrait demeurer faible. La zone euro continue de subir une forte pression concurrentielle des produits chinois, à laquelle s'ajoutent des contraintes structurelles telles que la baisse de la population en âge de travailler et une croissance durablement faible de la productivité. Le Royaume-Uni fait face à des vents contraires similaires, aggravés par des contraintes budgétaires. Au Japon, l'activité économique devrait être freinée par la dégradation du pouvoir d'achat des ménages, l'inflation continuant de progresser plus rapidement que les salaires.

L'inflation reste supérieure aux objectifs des banques centrales aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Japon, tandis qu'elle devrait se rapprocher de la cible de la Banque centrale européenne dans la zone euro. Les banques centrales européennes et japonaise sont donc confrontées à un arbitrage délicat entre une inflation élevée et une croissance économique faible, ce qui devrait conduire à des ajustements limités des taux directeurs. Aux États-Unis, la Réserve fédérale fait face à un défi différent : la croissance économique demeure relativement solide, mais les créations d'emplois sont modestes, en raison du caractère exigeant en capital de l'expansion portée par l'IA. Si la Fed accorde davantage de poids à

l'emploi, elle pourrait abaisser ses taux directeurs, potentiellement vers 3% d'ici fin 2026. En revanche, si les dynamiques d'inflation et de croissance restent prioritaires, une approche plus prudente prévaudra.

Les taux d'intérêt à long terme seront influencés par plusieurs facteurs clés. Les déficits publics demeurent élevés dans la zone euro et au Royaume-Uni, et devraient augmenter aux États-Unis et au Japon sous l'effet de mesures de relance budgétaire ou de baisses d'impôts. Les trajectoires de politique monétaire divergent également : des baisses de taux sont attendues aux États-Unis et au Royaume-Uni, une relative stabilité dans la zone euro, et des hausses progressives au Japon. Par ailleurs, la fin du resserrement quantitatif aux États-Unis fin 2025, puis probablement en Europe et au Royaume-Uni en 2026, influencera les conditions des marchés obligataires.

Les dynamiques des marchés actions sont dominées par les préoccupations liées aux valorisations dans le secteur technologique américain. Le ratio cours/bénéfices du Nasdaq, basé sur les bénéfices 2025, se situe à un niveau exceptionnellement élevé. Dans le même temps, les entreprises développant des modèles d'IA devraient engager des dépenses d'investissement massives. La question centrale est de savoir si ces sociétés pourront maintenir leur rentabilité du capital dans un contexte d'intensité capitalistique en forte hausse. Le comportement récent des marchés suggère une hésitation croissante des investisseurs, augmentant la probabilité d'une rotation hors des valeurs technologiques au profit des secteurs fournissant les infrastructures de l'IA.

2026 : trouver l'équilibre entre résilience et incertitude

Par Axel Botte, responsable de la stratégie de marché, Ostrum AM

En 2026, notre scénario central anticipe une croissance modérée aux États-Unis et en Europe, ainsi qu'une poursuite du rééquilibrage de l'économie chinoise.

Le boom de l'investissement dans l'IA demeure un moteur clé de la croissance américaine, même si des déséquilibres liés à une dynamique de bulle commencent à apparaître dans l'espace du crédit privé. Avec un soutien budgétaire et monétaire renforcé, la Fed abaissant ses taux jusqu'à 3%, les marchés actions pourraient continuer de progresser. La décision du FOMC d'acheter pour 40 milliards de dollars de bons du Trésor par mois maintiendra un niveau de liquidité élevé, ce qui devrait soutenir les prix des actifs financiers. Le rendement du Treasury à 10 ans devrait évoluer autour de 4,30%, les inquiétudes concernant la trajectoire budgétaire n'étant pas près de se dissiper. Pour cette raison, nous anticipons des courbes de taux américaines durablement pentues.

Dans la zone euro, les bénéfices des entreprises devraient rebondir de 9% après une année 2025 atone, tandis que l'euro se stabiliserait autour de 1,20 dollar. La forte croissance des bénéfices et des multiples élevés devraient contribuer à des rendements totaux à deux chiffres bas pour les actions européennes. Dans le même temps, la BCE devrait maintenir son taux de dépôt inchangé à 2% tout au long de 2026, même si l'inflation s'avère plus persistante que prévu. Les Bunds ont déjà intégré l'impulsion budgétaire allemande, et les rendements à 10 ans devraient évoluer autour de 2,80% fin 2026. Les risques inflationnistes pourraient toutefois être sous-estimés à un horizon de deux ans. Les spreads souverains sur les OAT et les BTP pourraient légèrement s'écarter par rapport à leurs niveaux de décembre 2025, reflétant les

incertitudes autour de la consolidation budgétaire en France et la fin du financement NextGenerationEU pour l'Italie. D'éventuelles hausses de taux de la Banque du Japon et des ajustements d'allocation d'actifs de la part des fonds de pension néerlandais pourraient également peser sur les obligations européennes de longue maturité.

S'agissant du crédit, les valorisations apparaissent élevées au regard des standards historiques, ce qui plaide pour un léger élargissement des spreads en 2026. Néanmoins, dans la mesure où les fondamentaux du crédit investment grade et high yield en Europe demeurent solides, les investisseurs pourraient continuer à redéployer leurs liquidités afin de capter le portage.

FIN

This material is provided for informational purposes only and should not be construed as investment advice or a recommendation to buy or sell any security. The views and opinions expressed are those of the authors as of January 7, 2026, may change without notice based on market and other conditions, and may not reflect the views of each firm as a whole. There can be no assurance that developments will transpire as forecasted, and actual results may vary.

Certain statements contained herein may constitute forward-looking statements, which are based on current expectations, estimates, projections, and assumptions. Forward-looking statements are not guarantees of future performance and involve risks, uncertainties, and other factors that may cause actual results or outcomes to differ materially from those expressed or implied. There can be no assurance that any investment objective or outlook discussed will be achieved.

Each investment strategy has its own unique objectives, risks, and investment approach. Clients and prospective investors should carefully review the applicable disclosures, offering documents, and investment objectives before making any investment decisions. References to specific sectors, industries, or securities are for illustrative purposes only and do not represent all securities purchased, sold, or recommended for client accounts. The reader should not assume that any investment discussed was or will be profitable.

Past performance is not indicative of future results. All investments involve risk, including the potential loss of principal.

About Natixis Investment Managers

Natixis Investment Managers' multi-affiliate approach connects clients to the independent thinking and focused expertise of more than 15 active managers. Ranked among the world's largest asset managers¹ with more than \$1.5 trillion assets under management² (€1.3 trillion), Natixis Investment Managers specializes in high-conviction active investment strategies, insurance and pension solutions, and private assets, and delivers a diverse offering across asset classes, styles, and vehicles. The firm partners with clients in order to understand their unique needs and provide insights and investment solutions tailored to their long-term goals.

Headquartered in Paris and Boston, Natixis Investment Managers is part of Groupe BPCE, the second-largest banking group in France through the Banque Populaire and Caisse d'Épargne retail networks. Natixis Investment Managers' affiliated investment management firms include AEW; DNCA Investments;³ Flexstone Partners; Gateway Investment Advisers; Harris | Oakmark; Investors Mutual Limited; Loomis, Sayles & Company; Mirova; Naxicap Partners; Ossiam; Ostrum Asset Management; Seventure Partners; Thematics Asset Management; Vauban Infrastructure Partners; Vaughan Nelson Investment Management; VEGA Investment Solutions and WCM Investment Management. Additionally, investment solutions are offered through Natixis Investment Managers Solutions and Natixis Advisors, LLC. **Not all offerings are available in all jurisdictions.** For additional information, please visit Natixis

Investment Managers' website at im.natixis.com | LinkedIn: linkedin.com/company/natixis-investment-managers.

Natixis Investment Managers' distribution and service groups include Natixis Distribution, LLC, a limited purpose broker-dealer and the distributor of various US registered investment companies for which advisory services are provided by affiliated firms of Natixis Investment Managers, Natixis Investment Managers International (France), and their affiliated distribution and service entities in Europe and Asia.

¹ Survey respondents and publicly available data ranked by Investment & Pensions Europe/Top 500 Asset Managers 2025 ranked Natixis Investment Managers as the 20th largest asset manager in the world based on assets under management as of December 31, 2024.

² Assets under management (AUM) of affiliated entities measured as of September 30, 2025, are \$1,528.4 billion (€1,300.9 billion). AUM, as reported, may include notional assets, assets serviced, gross assets, assets of minority-owned affiliated entities and other types of nonregulatory AUM managed or serviced by firms affiliated with Natixis Investment Managers.

³ A brand of DNCA Finance.

Contact presse:

VOXIA

Germain Rousseau

+41 79 569 80 23

Germain.rousseau@voxia.ch